



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 64

Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux

Présentation

**Présenté par
M. Pierre Paradis
Ministre de l'Environnement**

**Éditeur officiel du Québec
1992**

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi modifie la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux afin de permettre à la Société d'agir à l'extérieur du Québec dans le domaine de l'eau, notamment en fournissant des biens et des services reliés à l'expérience qu'elle a acquise au Québec, en faisant la promotion de ces biens et de ces services et en favorisant le développement du potentiel technologique et industriel du Québec dans ce domaine.

Ce projet de loi permet également au gouvernement de fixer postérieurement au 31 décembre 1993 la date au-delà de laquelle la Société ne peut entreprendre certains travaux.

Projet de loi 64

Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'article 2 de la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux (L.R.Q., chapitre S-18.2.1) est modifié par l'addition, après le premier alinéa, du suivant:

« La Société peut également être désignée sous le sigle « S.Q.A.E. ». ».

2. L'article 18 de cette loi est modifié par l'addition, après le paragraphe 6°, du suivant:

« 7° d'agir à l'extérieur du Québec dans le domaine de l'eau, notamment en fournissant des biens et des services reliés à l'expérience qu'elle a acquise au Québec, en faisant la promotion de ces biens et de ces services et en favorisant le développement du potentiel technologique et industriel du Québec dans ce domaine. ».

3. L'article 19 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, de « au paragraphe 6° » par « aux paragraphes 6° et 7° ».

4. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 27.1, du suivant:

« **27.2** Dans la réalisation des objets visés au paragraphe 7° de l'article 18, la Société ne peut, sans l'autorisation du gouvernement, prendre des engagements financiers au-delà des limites ou contrairement aux modalités déterminées par le gouvernement. ».

5. L'article 48 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de « ou toute date postérieure fixée par le gouvernement, lequel peut

toutefois avant toute date ainsi fixée, en fixer une autre qui lui est postérieure. ».

6. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).